

Réfugié-e-s: des victimes, pas des ennemi-e-s

IL FAUT PLUS DE SOLIDARITÉ **La Suisse est petite et ne peut ouvrir ses portes à l'immigration: une image souvent brandie dans les débats sur la politique d'asile. Comment le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugié-e-s (UNHCR) perçoit-il la situation en Suisse? Entretien avec Susin Park, cheffe du Bureau pour la Suisse et le Liechtenstein de l'UNHCR.**

Les citoyen-ne-s suisses viennent de se prononcer sur une nouvelle révision de la loi sur l'asile: comment le comprenez-vous?

Le nombre de révisions de la loi sur l'asile en Suisse est tout à fait remarquable et lié, en partie, à la démocratie directe. L'asile est un domaine qui génère beaucoup de controverses et, entre autres, le Parlement et le peuple se servent régulièrement des instruments à leur disposition pour produire des propositions législatives. Ce n'est pas mauvais en soi, mais le corollaire, c'est que cela consomme beaucoup d'énergie et de ressources et le système ne gagne pas en efficacité. Il faut répondre aux propositions; anticiper les changements législatifs à venir; adapter les législations fédérales et cantonales; vérifier et réviser le traitement de chaque dossier de réfugié-e-s, etc. On a l'impression que le débat est centré sur les peurs et les perceptions négatives. Cela rend plus difficile l'application de solutions pragmatiques qui tiennent compte du fait qu'il s'agit de personnes fuyant la violence et la persécution.

En comparaison internationale, la petite Suisse accueille-t-elle beaucoup de réfugié-e-s?

Il y a environ 43 millions de personnes déplacées dans le monde. Les deux tiers le sont dans leur propre pays. Les autres franchissent bien la frontière, mais restent, pour le 80 ou 90 pour cent d'entre elles, dans les pays limitrophes. Prenons le cas de la Syrie. Il y a actuellement plusieurs millions de personnes déplacées dans le pays; 1,4 million de réfugié-e-s hors de Syrie, selon les chiffres de l'UNHCR qui augmentent rapidement. Le Liban, pays voisin de 4 millions d'habitants, en a accueilli 400 000 en un an. Proportionnellement, c'est comme si la Suisse recevait 800 000 personnes.

En Suisse, les réfugié-e-s, les personnes admises de manière provisoire et les demandeurs et demandeuses d'asile représentent un pour cent de la population. Il faut plus de solidarité avec les pays qui reçoivent plus de personnes déplacées.

Comment suivez-vous la politique suisse par médias interposés, en allant sur le terrain?

Mon équipe de quatre personnes, basée à Genève pour des raisons historiques, se rend

souvent à Berne. Nous suivons les médias bien sûr, mais nous entretenons également des contacts directs avec les autorités – fédérales, cantonales et municipales – et la société civile. Nous allons aussi sur le terrain. Nous visitons les centres de réception de réfugié-e-s et parlons aussi bien avec la population concernée qu'avec les responsables.

Qu'est-ce qui vous étonne dans la politique d'asile en suisse?

Le processus d'asile fonctionne assez bien, quoiqu'on puisse toujours l'améliorer. La durée des procédures et le besoin de renforcer la protection juridique sont perfectibles. Il y a aussi une particularité frappante, peu connue, sur le traitement réservé aux personnes déplacées par la guerre et la violence généralisée. En Suisse, ce motif n'est pas reconnu, et ces personnes voient leur demande d'asile systématiquement rejetée assortie d'un ordre d'expulsion, lequel n'est pourtant pas mis à exécution. Elles reçoivent une admission provisoire sans statut de protection ni autorisation de séjour. Ces cas sont comptabilisés comme des demandeuses et demandeurs abusifs. Par comparaison, les pays de l'Union européenne leur accordent une protection et une autorisation de séjour d'au moins trois ans.

Constatez-vous des différences de sensibilité selon les régions?

La généralité selon laquelle les populations les plus diversifiées sont les plus accueill-

lantes envers les réfugié-e-s et les moins mélangées les plus craintives se vérifie aussi en Suisse. Quand la peur domine, la marge de manœuvre pour faire face aux situations concrètes se réduit drastiquement.

Dans un proche avenir, quel est votre plus gros défi?

Il y en a plusieurs. La plupart des personnes déplacées se trouvent dans les pays du Sud où les flux migratoires sont importants, non seulement pour les conflits médiatisés, mais aussi pour ceux qui sont chroniques et/ou oubliés. Les pays limitrophes, qui accueillent la plus grande partie des réfugié-e-s, sont souvent pauvres et en équilibre instable. Leurs ressources ne suffisent pas. Ni même celles des acteurs internationaux. En Syrie, on ne couvre pas même les besoins les plus basiques.

L'UNHCR constate aussi un besoin croissant de places pour les réfugié-e-s qui ne peuvent pas rester là où ils se trouvent. Les débats sur la restriction des admissions qui ont cours en Suisse et dans d'autres pays industrialisés nous préoccupent. Ce sont l'insécurité et les persécutions qui font fuir les gens: qu'un pays se ferme, cela ne résoudra rien. C'est un problème global. On a tendance à oublier que les réfugié-e-s sont des victimes, pas des ennemi-e-s.

Propos recueillis par Cathy Savioz | contact@cathysavioz.ch

Susin Park (*1965)

dirige le Bureau pour la Suisse et le Liechtenstein du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugié-e-s depuis 2009. Cette Américano-suisse, qui a grandi à Berne, œuvre depuis 1994 pour l'UNHCR, tant à Genève que dans l'Union européenne, en Bosnie-Herzégovine ou au Kosovo. Elle a étudié à l'Université Nord-Ouest (Etats-Unis) et à l'Institut universitaire des hautes études internationales à Genève.



Susin Park, cheffe du Bureau pour la Suisse et le Liechtenstein du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugié-e-s.